

*Article à paraître le 6 avril 2014 dans Le Matin Dimanche*

Après le miracle...

Dans un village paisible, où le temps coule immuable, le boulanger fait la fierté des habitants. De loin à la ronde, on converge vers son échoppe pour son pain et ses pâtisseries. Son commerce croît, ses apprentis deviennent plus nombreux et le village en est enrichi.

Jusqu'au jour où deux intrus pénètrent dans la pâtisserie. L'un exige du boulanger la moitié de sa production qu'il entend distribuer à la population au titre du partage des gâteaux. L'autre, impose que seuls soient employés des habitants du village et que la boulangerie n'utilise que de la farine de provenance locale. Le village ne disposant ni des uns ni de l'autre, le boulanger, ses apprentis et ses tartelettes s'en vont vers d'autres horizons.

Cette fable nous concerne. Le village, c'est la Suisse bien sûr ; le boulanger, son économie.

Sans ressources naturelles et aux deux-tiers montagneux, notre pays doit son succès à cette adversité. Les sommets alpins ont donné à ses habitants le goût de la liberté. Anarchistes résignés, ils ont limité, autant que possible, autorités et administrations et leur ont imposé d'être, modestement, au service de la population (et non l'inverse comme partout ailleurs).

Grâce à cela, la Suisse est devenue prospère. Faute de mieux, elle a exporté son savoir-faire. D'abord, en louant ses bras nouveaux au service des armées des princes étrangers. Plus tard, en offrant au monde une hospitalité basée sur la neutralité, l'exactitude et le respect du quant-à-soi. Au fil du temps, elle a imaginé des métiers originaux : l'horlogerie, la banque, l'imprimerie, inexistantes ou sévèrement contrôlés ailleurs.

Curieusement, cette aisance, construite au long des siècles, est devenue un fardeau. Le goût de la liberté et celui de l'effort se sont amenuisés et le pragmatisme, vertu cardinale de l'Helvète, a fait place à des militantismes partisans. Les uns centralisent d'avantage la Confédération, réduisant les libertés individuelles et les identités cantonales. Les autres lancent des initiatives à répétition sur la fiscalité, en vue de son alourdissement. D'autres s'efforcent de paralyser le développement touristique pour assurer la protection des paysages. D'autres encore, se croyant souverainistes, multiplient les opérations hostiles aux étrangers.

Du coup, l'image placide de la Suisse fait place à un chaos de lois nouvelles, imprévisibles, qui tranchent sur sa stabilité passée. La confiance de nos hôtes s'effrite et l'intérêt pour notre place économique diminue.

Déjà, notre industrie financière bat de l'aile. Une centaine de nos banques disparaîtront dans les mois à venir, absorbées ou liquidées, et avec elles, les emplois et les recettes fiscales qu'elles procuraient. Qu'importe puisque nous voici purifiés...

D'autres secteurs où nous avons brillé, pâlissent. La Suisse, par exemple, s'est taillée une place exceptionnelle en matière de formation et de recherche scientifique. Or, la votation du 9 février remet en question notre capacité d'innovation car celle-ci n'est possible que dans le cadre de collaborations internationales et d'échanges d'étudiants et de chercheurs. Les conséquences sur notre économie, en particulier industrielle et technologique, ne se feront, hélas, pas attendre.

Ces évolutions, qui ne sont pas le fruit de la conjoncture mais celui de notre propre volonté, nous toucheront durement.

Par ses propres choix, demain, notre population vieillissante n'aura plus l'énergie ni de produire, ni de conquérir. Demain, notre Etat n'aura plus les moyens de soutenir son robuste filet social. Demain, au lieu d'importer du travail, nous serons, comme il y a cent ans, un peuple pauvre, contraint à l'émigration.

Peut-être serons-nous alors, enfin, à l'abri des pressions.

Michel Halpérin